

Avec le Grand Paris, le temps de la citoyenneté métropolitaine est venu

Les élections municipales en Ile-de-France doivent être l'occasion, pour les candidats, de présenter leurs propositions pour bâtir enfin le Grand Paris qui manque à ses habitants et à la nation tout entière, souligne un collectif de personnalités, principalement architectes et urbanistes

Les 12 millions d'habitantes et d'habitants de la métropole parisienne s'apprennent à élire leurs maires et leurs conseils municipaux. Mais ils vivent dans un espace incomparablement plus vaste que leur commune. Depuis une vingtaine d'années, la conscience d'appartenir au Grand Paris, de partager une des plus fascinantes métropoles de la planète, a grandi parmi les habitants et principaux acteurs de ce territoire. Cette ville est connectée au monde de mille manières, en termes d'échanges humains, matériels et immatériels, avec quelque 140 nationalités présentes et 50 millions de touristes accueillis par an. Elle recèle des trésors de compétences, une économie diversifiée et créative, son rayonnement culturel et artistique est immense. Elle abrite l'une des deux ou trois premières communautés scientifiques et universitaires du monde.

Pourtant, les opportunités extraordinaires qu'elle offre à ses habitants sont bien mal partagées. La condition métropolitaine est de plus en plus difficile à vivre pour beaucoup. Les inégalités ne cessent de croître, comme les disparités d'accès aux services publics. Ceux qui votent dans

des communes pauvres ont moins de services, car il n'existe pratiquement aucune péréquation entre communes riches et pauvres. La crise du logement, la pénibilité des transports et la dégradation environnementale amènent un nombre croissant d'habitants à voter avec leurs pieds et à quitter l'agglomération.

Les communes de l'Ile-de-France sont étroitement imbriquées, interdépendantes, la mobilité intercommunale est



LES CONCURRENCES TERRITORIALES AGGRAVENT LES PROBLÈMES, ÉCONOMIQUEMENT, SOCIALEMENT ET ÉCOLOGIQUEMENT

inscrite dans les modes de vie pour le travail, les loisirs, la culture, le sport, le soin, les achats, les relations interpersonnelles. Si la commune reste une cellule de base de la démocratie du quotidien, il est de plus en plus clair que les grands défis ne peuvent plus être relevés à cette échelle. Pire : les concurrences territoriales liées à l'émiettement communal aggravent les problèmes, économiquement, socialement et écologiquement.

Lutte contre les pollutions, atténuation du changement climatique et adaptation à celui-ci, transition énergétique, logement, déplacements, formation, emploi, hospitalité vis-à-vis des migrants et des visiteurs, recherche et innovation : autant d'enjeux qui ne peuvent être traités dans les seules limites communales, y compris pour la ville cœur, aussi puissante soit-elle. Et l'addition des politiques communales, voire intercommunales, ne suffit pas davantage à régler des problèmes qui relèvent d'autres échelles. La métropolisation doit être régulée et démocratisée grâce à des politiques publiques coordonnées et pilotées au niveau de l'agglomération réelle, incluant petite couronne et grande couronne, y compris dans ses franges rurales.

Le temps de la citoyenneté métropolitaine est venu. Il est indispensable que les candidates et candidats aux élections municipales en Ile-de-France abordent clairement ces enjeux, au-delà de quelques références de circonstance. En présentant leurs propositions pour contribuer à bâtir enfin ce Grand Paris attractif, solidaire, durable et démocratique dont l'absence handicape non seulement ses habitants mais la nation tout entière. ■

Premiers signataires :

Marie-Hélène Bacqué, sociologue ; **Frédéric Bonnet**, architecte-urbaniste ; **Patrick Bouchain**, architecte-urbaniste ; **Silvia Casi**, architecte-urbaniste ; **Jeanne Chauvel**, politiste ; **Paul Chemetov**, architecte ; **Jean-Louis Cohen**, historien ; **Laurent Davezies**, économiste ; **Anne Mie Depuydt**, architecte-urbaniste ; **Marie Deketelaere-Hanna**, haut fonctionnaire ; **Patrick Doutreligne**, président d'une union nationale d'associations sociales et médico-sociales ; **Monique Eleb**, sociologue ; **Annie Fourcaut**, historienne ; **Béatrice Giblin**, géographe ; **Antoine Grumbach**, architecte-urbaniste ; **Christine Leconte**, présidente de l'ordre des architectes d'Ile-de-France ; **Christian Lefebvre**, politiste ; **Maud Le Floch**, urbaniste ; **Jacques Lévy**, géographe ; **Yves Lion**, architecte-urbaniste ; **David Mangin**, architecte-urbaniste ; **Pierre Mansat**, ex-élu parisien [1995-2014] ; **Ariella Masbouni**, architecte-urbaniste ; **Brigitte Métra**, architecte ; **Olivier Mongin**, essayiste ; **Jean-Marc Offner**, politiste, urbaniste ; **Philippe Panerai**, architecte-urbaniste ; **Patrick Plata**, ingénieur ; **Antoine Picon**, historien ; **Virginie Picon-Lefebvre**, architecte-urbaniste ; **Caroline Poulin**, architecte-urbaniste ; **Beatriz Ramo**, architecte-urbaniste ; **Simon Ronai**, urbaniste ; **Nathalie Roseau**, ingénieure, urbaniste ; **Nathan Starkman**, urbaniste ; **Jean-Louis Subileau**, urbaniste ; **Martin Vanier**, géographe ; **Pierre Veltz**, sociologue, économiste ; **Dominique Vernay**, ingénieur ; **Jean Viard**, sociologue

La liste complète est à retrouver sur Lemonde.fr.

Daniel Behar et Aurélien Delpirou Paris n'appartient pas qu'aux Parisiens

La politique urbaine ne peut plus se limiter aux enjeux locaux. Elle doit prendre en compte l'échelle métropolitaine, soulignent les deux géographes

L'ENJEU, POUR LES FUTURS ÉLUS PARISIENS, SERA DE PARVENIR À CONCILIER DEUX LOGIQUES

La campagne électorale parisienne est résolument placée sous le signe du local. Anne Hidalgo, la maire de Paris, prône la « ville du quart d'heure » – où tous les services doivent être accessibles dans ce laps de temps. L'ex-candidat Benjamin Griveaux identifiait « 240 micro-quartiers » à doter d'au moins une « rue-jardin ». David Cormand, ancien secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), estimait, en décembre 2019, que le « déclencheur du vote » ne sera pas le rayonnement de Paris ni les JO de 2024 : « L'enjeu, c'est la réappropriation de son espace vital, et c'est nous qui pouvons l'incarner. »

Les explications ne manquent pas pour justifier ce parti pris programmatique commun à différents candidats : le système électoral parisien, organisé par arrondissement, favorise la « miniaturisation » des débats ; les impératifs environnementaux conduisent à imaginer de nouvelles façons de concevoir la ville au plus près des

habitants ; enfin, les Parisiens, comme tous les Français, expriment des attentes nouvelles en matière d'ancrage territorial et de repères collectifs.

Toutefois, cette approche ne peut déboucher que sur des impasses, à la fois urbaines, sociales et écologiques. Elle conduit d'abord à ignorer, voire à annexer les 10 millions de banlieusards qui vivent autour de Paris. Le candidat dissident Cédric Villani, proposant de reproduire à plus grande échelle l'extension haussmannienne de 1860, voudrait ainsi « élargir » Paris aux « communes limitrophes, lesquelles doivent devenir de nouveaux arrondissements. C'est le sens de l'histoire ».

Au mieux, ce type de proposition consiste, comme le remarquait en septembre 2019 Jean-Louis Missika, adjoint à l'urbanisme d'Anne Hidalgo, dans un rapport pour le think tank Terra Nova, d'ajouter aux communes voisines de suivre le modèle de Paris, quand bien même celui-ci repose sur des conditions socio-économiques et des capacités d'action extrêmement singulières.

Cette vision « municipaliste » occulte une évolution majeure vécue par les « Grands-Parisiens » : la ville-centre n'est plus seulement débordée par sa banlieue, mais bel et bien intégrée avec elle au sein d'un système métropolitain organisé en réseaux et en interdépendances. Par contre-coup, les attentes et les problèmes des Parisiens ne trouveront de réponses et de solutions qu'à l'échelle du Grand Paris.

Ainsi, quel que soit le volontarisme de l'équipe municipale – le bilan du mandat qui s'achève en témoigne –, la Ville de Paris n'est pas en mesure à elle seule d'agir efficacement sur la question centrale du logement. La tension du marché est extrême : le centre subit des fortes valeurs foncières et immobilières et en bénéficie à la fois. Dans ces conditions, seule une articulation entre les politiques de l'habitat – diverses sinon contradictoires d'une commune à l'autre –

pourrait permettre un rééquilibrage progressif de l'offre et de la demande. A quoi bon réclamer, à l'instar de David Belliard (EELV), la fin de la « bétonisation » de la capitale si les grues ne font que se déplacer dans la première couronne, qui connaît déjà une densification rapide et peu contrôlée ?

Urbanisation des terres agricoles

De la même façon, la végétalisation des toitures parisiennes et la conversion en jardins partagés de quelques parcelles de parcs urbains resteront des innovations anecdotiques si la question des espaces ouverts n'est pas posée à l'échelle régionale. Cette « acupuncture » agri-urbaine ne doit pas faire oublier que l'urbanisation des terres agricoles se poursuit en grande couronne et que la production régionale reste largement tournée vers l'exportation. L'autonomie alimentaire de la capitale dépendra étroitement de la capacité à faire évoluer le système agricole et d'approvisionnement du proche Bassin parisien.

Enfin, il est louable que le plan climat de la Ville de Paris affiche l'objectif d'une neutralité carbone à l'horizon 2050. Mais pour l'atteindre, il faudra actionner des leviers bien au-delà de la ville-centre, comme celui de la transition des plateformes aéroportuaires, qui conditionnent la vitalité de l'économie parisienne. Les écueils de l'approche par la proximité sont particulièrement flagrants en matière de mobilité. Ainsi, l'instauration d'une zone à faibles émissions interdisant la circulation des véhicules les plus polluants dans une partie du périmètre délimité par l'A86 aura sans aucun doute des effets sensibles sur l'amélioration de la qualité de l'air dans les 45 communes concernées. Toutefois, si elle n'est pas accompagnée d'un vigoureux développement de l'intermodalité et de nouvelles offres de transport adaptées à toutes les activités, elle se bornera à reporter polluants et pollutions au-delà de la rocade. ■

Les interdépendances entre Paris et ce qu'on nomme encore sa banlieue sont donc multiples et de tous ordres. Elles sont appelées à se renforcer dans les années qui viennent : le Grand Paris Express ne sera pas une simple extension du métro de Paris à sa banlieue, mais bien l'un des réseaux supports de l'intensification et de la diversification des liens au sein de l'espace métropolitain, largement au-delà des déplacements classiques entre le « centre » et la « périphérie ».

Dans ce contexte, l'enjeu, pour les futurs élus parisiens, sera de parvenir à concilier deux logiques. D'un côté, il s'agira de concevoir avec les élus des communes périphériques des politiques partagées de régulation de ces interdépendances, notamment par le biais de nouveaux dispositifs de coopération et de solidarité territoriales. D'un autre côté, loin de restaurer la carte postale du « Paris aux cent villages » exalté par le film *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, de Jean-Pierre Jeunet, il faudra innover et expérimenter pour donner à voir aux Parisiens ce que pourrait être une vie locale en métropole. En commençant par prendre acte que Paris n'appartient pas qu'aux Parisiens, mais aussi à tous ceux qui y travaillent, y consomment, s'y promènent – en somme, à tous ceux qui le font vivre.

Penser l'avenir et le rôle de Paris au cœur d'un système métropolitain en pleine mutation : voilà une question qui pourrait donner une tout autre envergure au débat électoral en cours. ■

Daniel Behar est professeur à l'École d'urbanisme de Paris (université Paris-Est) Aurélien Delpirou est maître de conférences à l'École d'urbanisme de Paris (université Paris-Est)